



« À quarante-sept jours du premier tour de l'élection présidentielle, la droite est en miettes, comme le centre, comme la gauche », constatait un chroniqueur du journal *Le Monde*, dans son édition du 9 mars. Une semaine plus tard, la crise du régime tout entier ne cesse de s'approfondir, à tel point que l'avenir même des institutions de la V^e République est mis en question de toutes parts.

Un régime « en miettes »

Yan Legoff

Fillon, maintenu dans la course par un putsch contre son propre parti, avec l'aide des réseaux catholiques les plus anti-ouvriers et antirépublicains, fait face à un flot continu de révélations. Costumes à 6 500 euros pièce, payés parfois en espèces, par un riche donateur anonyme pour près de 40 000 euros au total, selon *Le Journal du dimanche* (12 mars). « Et alors ? », répond avec morgue l'intéressé, dans une interview au journal financier *Les Échos* (13 mars) où il promet « un projet de rupture pour la France » et un « choc puissant » passant par le démantèlement de toute la protection sociale et des services publics.

UN « REBELLE » ADOUBÉ PAR LE MEDEF

C'est ensuite au tour du *Parisien* (14 mars) de révéler que les enfants de Fillon ont reversé au compte bancaire de ce dernier l'essentiel de leurs salaires comme assistants parlementaires, emplois dont la réalité est mise en doute par la justice. C'était pour rembourser leur argent de poche ou les frais de noces de sa fille, se défend sans rire Fillon qui a été mis en examen le même jour. « Je suis devenu le rebelle que le système n'arrêtera pas ! », lance-t-il le 9 mars, bravant pêle-mêle la justice et les médias, accusés d'être les instruments d'un « cabinet noir » ! Le « rebelle » a reçu, le 14 mars, le soutien déclaré du président du Medef qui voit en Fillon « le programme le plus abouti ».

Mais le programme de choc du Medef, repris par Fillon (et par Macron) nécessiterait un pouvoir fort. Or l'instabilité, les divisions assassines ravagent tous les camps. « Unité et rassemblement ! », clament les nouveaux porte-parole de Fillon, tentant de consolider le fragile attelage de la droite et du centre, démembré en mille morceaux par le coup de force du candidat en début de mois. Mais « la plupart des ténors font campagne en traînant des pieds. Car, une fois les micros coupés, ils

ne sont plus qu'une poignée à y croire » (*Le Parisien*, 13 mars).

HAMON DONNE DES GAGES

À gauche, Benoît Hamon a beau « donner des gages pour contenir l'exode des socialistes » vers Macron (AFP), ses difficultés vont croissant. Le 9 mars, il est soutenu du bout des lèvres par le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui déclare à son QG de campagne : « Il faut inscrire l'espérance que [Benoît Hamon] incarne dans la continuité de ce qui a été fait de positif dans ce quinquennat. » Hamon renouvelle alors ses vœux d'allégeance, vantant lors d'un voyage à la Guadeloupe « l'excellent bilan du quinquennat ». Mais rien n'y fait. « Ce n'est plus qu'une question de jour. Jean-Yves Le Drian [ministre de la Défense] est sur le point de rendre public son ralliement à Emmanuel Macron », avance *Le Journal du dimanche*. Et Manuel Valls lui-même déclare dans une interview à paraître dans *Paris Match* daté du 15 mars : « Je ne peux pas apporter mon parrainage à Benoît Hamon. »

Dès le 9 mars, *Le Monde* révélait : « À un proche, [Manuel Valls] a glissé que ce n'était "pas possible" de soutenir M. Hamon. "Le parti, c'est fini, nous y serons durablement minoritaires", a-t-il ajouté, en expliquant qu'il souhaitait être une "composante essentielle de la recomposition" dans la future majorité. Mais depuis le Parlement, et non plus au PS. »

FAUX-SEMBLANTS

Pendant ce temps, François Hollande ne cesse d'appeler au « rassemblement » contre l'extrême droite. Un positionnement ainsi vu par l'éditorialiste du *Midi libre* (10 mars) : « Un à un, les piliers du hollandisme quittent le navire socialiste pour rejoindre le camp Macron (...). Une conduite dictée par François Hollande. Se gardant bien de prendre position pour l'un ou pour l'autre, le président ne veut pas être accusé de diviser la gauche. Pire, d'être le fossoyeur de Solferino. La stratégie est simple : maintenir sous

respiration artificielle le candidat officiel du PS et, en coulisses, soutenir Macron. »

Tous ces faux-semblants sur fond de décomposition générale accélèrent le rejet dans toutes les couches de la société, dans une situation où la classe ouvrière a cherché à se regrouper, sur son terrain de classe, avec ses organisations dans les manifestations et les grèves du 7 mars.

LA CRAINTE D'UNE ABSTENTION RECORD

« Les électeurs affichent une indécision et un désengagement sans précédent vis-à-vis de la présidentielle (...). L'élection présidentielle 2017 suscite toute la palette des sentiments marécageux : indécision, désintérêt, nausée (...). Plus le scrutin approche et plus le nombre d'électeurs envisageant de s'abstenir progresse », s'alarme l'éditorialiste des *Échos* (9 mars), alors que *Le Monde* (10 mars) anticipe une « une abstention pouvant battre des records ».

Certains patrons rêvent tout haut d'un coup de force après cette période électorale qui ne pourra fournir d'exécutif suffisamment fort pour engager le choc contre la classe ouvrière, envisageant toutes les aventures.

LA RECHERCHE D'UN « EFFET DE SOUFFLE »

Un chroniqueur financier, constatant qu'« aucun parti n'est aujourd'hui en mesure d'être majoritaire », propose de rééditer l'« effet de souffle » du coup de force de De Gaulle de 1958 : « Les vrais gaullistes ne s'offusqueront pas de la comparaison : cinquante ans après, la France doit faire un choix similaire » (*Les Échos*, 8 mars).

Mais nous ne sommes plus en 1958, quand de Gaulle prit le pouvoir sur la base d'une défaite sans combat de la classe ouvrière. Nous sommes dans une phase d'agonie des institutions et nul ne sait ce qui en sortira. Dans cette situation pleine d'incertitudes mais grosse d'affrontements à venir, des militants ouvriers de toutes tendances, délégués des comités de liaison et d'échanges, se réuniront le 25 mars, en conférence nationale, à Paris. ■

Alain Madelin :
« La réforme des retraites de Macron est excellente ! »



Alain Madelin, ancien militant d'extrême droite, puis héraut de la droite la plus libérale, a été ministre sous différents gouvernements entre 1986 et 1995. Il rallie maintenant Emmanuel Macron, en vantant notamment sa réforme des retraites, fondée sur la fusion des régimes et l'instauration à terme d'un régime unique « à points ». Madelin s'en explique au site Internet lepoint.fr : « Ce n'est pas une bonne réforme, c'est une excellente réforme ! Je me déjugerais si je disais le contraire puisque je la prône depuis des années. Je l'avais fait inscrire dans les programmes de la droite à l'époque où elle était alliée aux libéraux. J'ai même écrit un livre avec l'économiste Jacques Bichot, Quand les autruches prendront leur retraite, en 2003. » ■

À la une du *Parisien* du 12 mars.